



## **« Utilisation durable » et communautés rurales – un mythe !**

Selon le professeur en économie, Alejandro Nadal du « Colegio de Mexico » les partisans de la libéralisation du commerce d'espèces menacées invoquent généralement, à l'appui de leur argumentation, « l'utilisation durable » des animaux et des plantes, et les prétendus bénéfiques d'un commerce contrôlé pour les populations locales.

Les termes « utilisation durable » ne sont que très difficilement définissables. Il est donc rarement possible de déterminer si une utilisation donnée peut être considérée comme « durable » pour l'espèce. Cette notion suppose surtout que les animaux et les plantes sont des biens de consommation courante, auxquels l'on peut attribuer une valeur économique propre, sans tenir compte de l'écosystème auquel ils appartiennent. Pourtant, la faune et la flore font partie d'un tout qui, perturbé par l'extraction de plusieurs individus, peut s'écrouler. Plus grave encore, ce concept, quelle qu'en soit la définition, ne tient pas compte du commerce illégal et des prélèvements illicites d'espèces.

Quant aux prétendus « bénéfiques » qu'apporterait le commerce d'espèces menacées pour les populations locales, tout particulièrement rurales, ils ne sont que de la poudre aux yeux. Il est évident que beaucoup de populations rurales, à travers le monde, vivent dans des conditions économiques extrêmement précaires. Toutefois, les pressions économiques en question n'ont pas pour cause les mesures de protection des espèces, ou des restrictions à leur commerce – la plupart du temps, elles trouvent leur origine dans les politiques agro-économiques des États, la déforestation, la désertification, les inégalités sociales, etc. Ces facteurs sont multiples et très puissants ; l'utilisation de quelques espèces menacées ne résoudra pas les problèmes de pauvreté des populations rurales, mais pourraient bien, en revanche, mener à la disparition de ces mêmes espèces.

Dans les faits, les réels bénéficiaires du commerce d'espèces ne sont souvent pas les paysans locaux, mais de grandes entreprises ou de riches propriétaires immobiliers. Les taxes étatiques et la corruption amenuisent encore davantage tout éventuel profit que l'utilisation de la faune ou de la flore aurait pu amener aux populations rurales. En somme, invoquer « l'utilisation durable » des espèces par les populations « rurales » ou « locales » est souvent un leurre que brandissent les lobbys commerciaux puissants pour libéraliser le commerce d'espèces menacées, sans égard à ces dernières (ou même aux populations locales !).